RÉFLEXIONS SUR LE MULTICULTURALISME : trente ans plus tard

PAR John Biles

Il y a 30 ans, Pierre Trudeau se leva à la Chambre des communes et promulgua la première politique de multiculturalisme officielle au monde. Il est donc temps de faire le bilan des actions passées, d'établir où nous nous trouvons présentement, de déterminer dans quelle direction nous devons nous diriger et de se préparer à surmonter les obstacles afin de s'y rendre. Les articles rassemblés dans ce numéro nous aideront à éclaircir les trois premiers éléments mais le dernier dépend de notre capacité à travailler ensemble.

La conférence de Durban de cet automne est un excellent exemple des choix qui s'offrent à nous. Il existe quelque chose d'admirable à voir la communauté internationale débattre des questions touchant la diversité, et ce, dans la mire des médias de partout au monde. En même temps, il est apparent pour plusieurs que les gouvernements et les ONGs sont beaucoup plus à l'aise lorsque vient le temps de discuter des pêchés des commissions et des omissions des autres. De quelle autre manière pouvons-nous expliquer l'absence de discussions au sujet de l'orientation sexuelle, l'indisposition face aux discussions concernant les castes, l'esclavage ou les peuples aborigènes, ou encore le manque de réponses de plusieurs face à l'antisémitisme qui a fait ravage au forum des ONGs? Le diminutif que j'emploie pour ce phénomène est ma diversité est correcte mais pas la vôtre.

Depuis trente ans, cette tension s'exerce au Canada. Les questions de rétention culturelle et de relations raciales se confrontent afin d'avoir préséance à l'intérieur des politiques et des programmes fédéraux qui acceptent rarement de céder afin de permettre à un changement de se produire. Se désaccord a récemment émergé dans le conflit qui entoure la cohésion sociale. La cohésion fait image d'une colle qui joint la périphérie et le centre : l'interprétation au 21e siècle des concepts élusifs de l'unité nationale et de l'identité canadienne qui ont dominé la politique fédérale à la fin du dernier siècle. Que doit-on faire quand le centre fluctue constamment? La globalisation et la post-modernité ont mené les chercheurs, les ONGs et les gouvernements face à un monde complexe où les identités multiples et changeantes sont la norme et où les identités relativement simples et bornées sont aussi rares qu'un phénix ou une licorne, et tout aussi réelles.

Les buts stratégiques du programme renouvelé du multiculturalisme – la justice sociale, la participation identitaire et civique – ont fourni un moyen plus flexible de répondre à une réalité complexe. Ils reconnaissent les identités comme étant contestées et évolutives; la justice sociale comme étant contingente au droit de sécuriser une ou des identité(s) et la pleine participation en tant qu'élément essentiel aux aspects sociaux, économiques, culturels et politiques de la vie canadienne. Ces buts ne présument pas que le centre soit borné et immuable, ils représentent plutôt un espace permettant à des connexions de se forger pour ensuite être nourries et soutenues. De façon très tangible, la politique fédérale du multiculturalisme – et les centaines de politiques qui ont suivi à tous les niveaux de la société canadienne – est conçue de manière à rassembler les Canadiens et Canadiennes. La politique du multiculturalisme assiste depuis trente ans le Gouvernement du Canada à rassembler, permettant aux Canadiens de partager leurs histoires, leurs mythes et leurs symboles. Ceux-ci ont à leur tour appuyé des valeurs de base telles que le respect des droits de l'homme, la liberté individuelle et l'égalité.

Par contre, même si beaucoup de travail a été fait à propos des questions de diversité et que des progrès ont été accomplis, nous devons résister à la tentation de se reposer sur nos lauriers. Le défi de demain est comment doit-on continuer d'apporter des changements et comment y arrive-t-on dans un environnement qui a radicalement changé. Notre tâche la plus pressante est d'assurer que de jeunes mains, de jeunes cœurs et de jeunes têtes prennent leur place dans les trois secteurs critiques (recherche, politique et ONG) – que leurs voix se fassent entendre à tous les niveaux et qu'ils aillent l'opportunité d'apprendre de leurs prédécesseurs avant que la retraite ne les amène à explorer d'autres domaines. La transmission de la connaissance doit commencer et elle doit commencer immédiatement.

Devrions-nous être découragés qu'après trente ans d'existence de cette politique, il nous reste encore d'énormes tâches à accomplir? Il y a trente ans, aucune allocution budgétaire contenait un énoncé tel « Monsieur le Président … si nous laissons faire, l'intolérance peut abîmer la trame de notre société, et nous devons réagir. Elle peut diviser nos collectivités, et nous devons y faire échec. C'est pourquoi le gouvernement versera des fonds destinés à la promotion du respect et à celle de nos valeurs, ces valeurs qui nous ont poussés à accueillir tant de gens au Canada, qui nous ont tant enrichis. » (Discours du budget de 2001)

Nous avons parcouru un long chemin. Nous avons encore tellement à parcourir.

John Biles
l'Équipe du projet Metropolis,
Citoyenneté et immigration Canada

Two members of the ACS Board of Directors named to the Order of Canada
Deux membres du conseil d'administration de l'AEC récipiendaires de l'Ordre du Canada

Congratulations to **Howard Pawley**, Premier of Manitoba from 1981-1988 and retired Associate Professor at the University of Windsor, and **Gerald Gall**, Professor, Faculty of Law, University of Alberta, on being named to the Order of Canada.

Félicitations à **Howard Pawley**, Premier ministre du Manitoba de 1981 à 1988 et ancien Professeur associé à l'Université de Windsor, et à **Gerald Gall**, Professeur, Faculté de droit, Université d'Alberta, pour avoir été récipiendaires de l'Ordre du Canada.



